

L'ISLAMISATION DES MUSULMANS

C'est un triomphe à pas lents, et encore inachevé, mais la « réislamisation » de la « communauté musulmane » en France, au cours des trente dernières années, est en partie une victoire frériste. Contrairement au préjugé, l'idéologie des Frères ne les pousse pas au prosélytisme en direction des « kouffars » (« mécréants »). Leurs efforts se concentrent sur leurs coreligionnaires pour les ramener vers un islam traditionaliste et omniprésent.

A ce titre, le récent sondage de l'Ifop pour *le Point* atteste du succès de cette entreprise, particulièrement auprès des jeunes : le voile, marqueur privilégié de « réislamisation », progresse : 31 % des musulmanes déclarent aujourd'hui le porter, contre 24 % en 2003. Deux

fois moins de musulmans boivent de l'alcool qu'en 1989, quand l'achat systématique de viande halal est devenu majoritaire. La part de musulmans estimant que c'est à la laïcité de s'adapter à l'islam, et non l'inverse, est passée en quinze ans de 29 à 37 %. Les Frères savent qu'ils peuvent désormais s'appuyer sur un noyau dur de 27 % de musulmans estimant que « *la charia devrait s'imposer par rapport aux lois de la République* ». Les musulmans sont désormais 59 % à s'opposer à l'interdiction du voile intégral, dont 70 % des moins de 25 ans. 68 % pensent que le voile devrait être autorisé au collège et au lycée, un chiffre qui atteint 74 % chez les jeunes. Ils n'étaient que 16 % à se rendre chaque vendredi à la mosquée en 1989. En 2019, ils sont 38 %. ■

DES VICTOIRES ET DES HOMMES

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ SOUS CONTRAT AVEC L'ÉTAT, le lycée musulman Averroès, à Lille, fait l'objet de polémiques depuis son ouverture en 2003.



L'USAGE DU MOT "ISLAMOPHOBIE"

La politique, c'est de la sémantique. En la matière, les Frères musulmans ont remporté un succès décisif : imposer l'usage de leur notion de prédilection pour intimider l'adversaire, l'« islamophobie ». Il a été importé en France grâce aux efforts d'organisations fréristes comme le CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France). L'islamophobie est une notion ambiguë : elle englobe à dessein les discriminations fondées sur l'appartenance à l'islam et les critiques légitimes contre cette religion et ses éventuelles dérives. Objectif : rétablir le délit de blasphème en accusant d'intolérance, voire de racisme, les « *islamophobes* ». Aujourd'hui, le terme est hégémonique dans les médias classés à gauche, qui l'utilisent sans l'interroger. Il figurait dans l'exposé des motifs de la loi contre la haine sur Internet votée en juin, et n'a été retiré qu'après une forte mobilisation. ■

FEU LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Comme tant de ses prédécesseurs au ministère de l'Intérieur, en octobre 1999, Jean-Pierre Chevènement organise une consultation de toutes les fédérations musulmanes, dont l'UOIF, et des représentants des grandes mosquées. Objectif : obtenir leur adhésion à un texte régissant à la fois la pratique et le financement de leur foi. Présenté comme « non négociable » dans sa version initiale, ce texte consacrait le droit de changer de religion. Sous la pression des interlocuteurs du ministre, notamment de l'UOIF, la mention assurant la liberté religieuse sautera dans le pacte signé en janvier 2000. ■

MOHAMED BAJRAFIL

Né aux Comores, celui qui officie à la mosquée d'Ivry-sur-Seine (94) fait partie des « imams YouTube », populaire grâce à ses vidéos répondant aux interrogations des jeunes (tatouage et piercing, voile, crédit bancaire...) soucieux de voir la religion irriguer leur vie quotidienne. Prônant l'adaptation de l'islam à la société française auprès des médias, il tient un discours plus fermé à ses fidèles. Ses références idéologiques sont celles des Frères musulmans. ■

Joël Saget / AFP

LES MES

Les Frères musulmans ont remporté quelques batailles sur notre territoire. Tour d'horizon de leurs relais et de leurs succès.

PAR ALAIN LÉAUTHIER
ET HADRIEN MATHOUX



François Lo Presti / AFP

LA VITRINE AVERROÈS

En 2018, dans le classement national des lycées, le lycée Averroès, un des rares établissements privés musulmans du second degré sous contrat avec l'État, se situait à la 4^e place (et à la 1^{re} dans les Hauts-de-France). « C'est la réponse [du lycée] à ceux qui en disent du mal », triomphait à l'époque Amar Lasmar, son président – qui est également celui des Musulmans de France, l'ex-Union des organisations islamiques de France (UOIF). Depuis son ouverture en 2003, Averroès n'a cessé de susciter des polémiques. La plus grave en 2015 quand, dans une tribune pour *Libération*, juste après le massacre à *Charlie Hebdo*, l'un des enseignants, Soufiane Zitouni, dénonce pêle-mêle « l'antisémitisme quasi culturel de nombre d'élèves », « un mélange malsain et dangereux de religion et de politique » et, grand classique frériste, le double langage de la direction, « policé » avec les médias, ouvertement islamiste en interne. Poursuivi et condamné, il a été relaxé par la Cour de cassation. Xavier Bertrand, lui, vient tout juste de suspendre deux subventions régionales au lycée, en s'appuyant sur les révélations des journalistes Chesnot et Malbrunot dans leur livre *Qatar papers* sur le financement de l'établissement par une ONG qatarie. ■



Thibaud Moritz / MaxPPP

TAREQ OUBROU

Habitué des médias, le recteur de la mosquée de Bordeaux passe aujourd'hui pour une des principales figures d'un islam « libéral ». En réalité, bien que se présentant comme un rempart contre

les radicaux, pour l'essentiel il n'a jamais désavoué les préceptes de Yousef al-Qaradawi (voir portrait, ci-dessus), « un très grand savant », et, bien que l'ayant quittée en 2018, il n'a pas de divergence fondamen-

tales avec l'UOIF. Il prône l'entrisme des musulmans dans les associations, les partis et les institutions. Il est d'ailleurs au cœur des projets de l'Association des musulmans pour l'islam de France (lire p. 20). ■



Ali Ali / MaxPPP

YOUSSEF AL-QARADAWI

Officiellement, ce prédicateur qatari d'origine égyptienne, âgé de 93 ans, ne figure pas dans le personnel de l'islam politique français. Et pour cause : depuis 2012, il lui est strictement interdit de venir sur notre territoire, comme aux États-Unis et dans plusieurs pays européens. Cet antisémite assumé, partisan de la charia et de la polygamie, reste

la principale référence théologique des Frères musulmans depuis l'assassinat en 1949 de Hassan al-Banna, le fondateur de la confrérie. L'UOIF s'inspire directement de sa doctrine de l'« islam du juste milieu » dont découle la stratégie de « charia minoritaire ». En clair : l'islamisation de l'Europe doit se faire par étapes, il faut se montrer discret, veiller à rassurer les non-musulmans. ■



Salvatore di Nolfi / MaxPPP

TARIQ RAMADAN

Petit-fils de Hassan al-Banna, l'islamologue a repris le flambeau, se positionnant à l'extérieur de l'UOIF. A partir des années 90, Ramadan sillonne la France pour y donner des conférences à la frontière entre politique et théologie. Adeptes d'un double discours, il dispose d'un charisme qui lui permet d'avoir une influence certaine dans la « réislamisation » des jeunes générations musulmanes en quête d'identité. Aujourd'hui poursuivi pour viol, Ramadan a perdu beaucoup de crédit. ■

ORLÉANS

À LA FAC, LES FRÈRES S'INFILTRENT

Mai 2018. Coup de tonnerre sur le campus d'Orléans. La liste présentée par les Etudiants musulmans de France (EMF) réalise un score de 20,84 % aux élections universitaires. Arrivant en 3^e position derrière l'Unef et Ocampus (un regroupement apolitique de diverses associations), ils obtiennent un siège au conseil d'administration, sur les six attribués aux étudiants.

Les optimistes se rassurent en évoquant la faible participation (1 660 votants sur 18 000 inscrits) et le folklore de ces scrutins que peu d'étudiants prennent au sérieux. En 2015, à Rennes-Villejean, une liste parodique nommée l'Armée de Dumbledore était arrivée en tête. Après Harry Potter, pourquoi pas le Coran ? Les militants des EMF, hélas, sont plus méthodiques que l'éphémère Armée du directeur de Poudlard, l'école des sorciers...

Canal de recrutement

En 2017 déjà, à Orléans, ils avaient obtenu deux sièges au conseil des résidents des cités universitaires (cette même année, à Lille-III, ils avaient atteint les 10 % aux élections universitaires). Leur liste portait un nom neutre, « Active ta fac », et les affiches ne faisaient aucune référence à l'islam. Seul un logo minuscule, dans un coin, indiquait « EMF ». Le visuel, trouvé très probablement dans une banque d'images libres de droit, représentait un super-héros, cape au vent, ainsi qu'une super-héroïne

Dans le Loiret, les Etudiants musulmans de France ont dépassé 20 % des voix aux élections universitaires l'an dernier, obtenant un siège au conseil d'administration. L'aboutissement d'un travail de clientélisme électoral. Mais, depuis, ils font preuve d'une grande discrétion... **PAR ERWAN SEZNEC**

en tenue moulante. Les militantes d'Active ta fac, visibles sur la page Facebook d'EMF-Orléans, portent des tenues beaucoup moins suggestives.

En fait, le hidjab et la robe informelle sont de rigueur. Et pour cause. Les EMF forment la branche étudiante de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), rebaptisée Musulmans de France en 2017 et ouvertement frériste. Le syndicat étudiant est pour la maison mère ce qu'a longtemps été l'Unef pour le PS : un canal de recrutement. Selon un de leurs anciens présidents, Mohamed Louizi, les EMF ont vocation à attirer des jeunes et à les « *préparer pour faire acte d'allégeance envers les Frères musulmans* ». L'entente est cordiale, voire familiale. Le président actuel des EMF, Anas Saghrouni, est le fils du délégué

régional Nord des Musulmans de France Mohamed Taïeb Saghrouni.

Leur percée dans le Loiret était une surprise. Contrairement à Lyon-II, Aix-en-Provence ou Limoges, l'université d'Orléans n'a pas la réputation d'être un poste avancé de la pensée indigéniste et décoloniale. Il n'est pas possible d'y marcher plus de deux minutes sans croiser une étudiante voilée, mais, comme le dit un enseignant, « *c'est comme ça partout, désormais* ». Elu au conseil d'administration, cet enseignant souligne que le représentant d'EMF y a été « *inexistant* ».

En ce mois d'octobre, sur le campus, pas la moindre affiche, pas le plus petit graffiti, rien ne signale une quelconque influence islamiste. Interrogés, les étudiants qui bavardent en petits groupes sur les escaliers, à l'entrée des bâtiments, seraient bien en peine de citer le nom de l'élu Active ta fac (Yassin Ahmidouch). Seule Louise a entendu parler des EMF. « *Je n'en ai jamais croisé un seul, précisez-elle. Ou alors, il n'a rien dit.* »

« *Il fallait être aveugle pour ne pas voir arriver des EMF* », tempère Michèle Berthelier, secrétaire de Vivre en République à Orléans. Selon cette association de défense de la laïcité, le succès des militants musulmans doit beaucoup à la

“JE N'AI PAS VOTÉ POUR EUX PARCE QUE JE N'ÉTAIS PAS ENCORE À LA FAC EN 2018, MAIS, SI J'AVAIS REÇU DES PANIERS-REPAS, JE L'AURAIS SANS DOUTE FAIT.” QUERDIA, ÉTUDIANTE



Page Facebook EMF-Orléans

candeur généralisée avec laquelle les institutions les ont regardés avancer. « La banque alimentaire du Loiret leur a fourni des denrées pendant trois ans, se désole Michèle Berthelier. Les EMF les distribuaient parfois dans des locaux prêtés par une paroisse, au nom du dialogue interreligieux. Ils demandaient aux bénéficiaires de s'enregistrer, en donnant leurs coordonnées. C'est ainsi qu'ils se sont fait une base de contact et une clientèle. » Seule satisfaction pour Michèle Berthelier, la banque alimentaire a cessé de fournir des denrées aux EMF, à la suite des remous et des protestations provoqués par le résultat inattendu du vote.

VOILE DE RIGUEUR pour les étudiantes photographiées pour la page Facebook des Etudiants musulmans de France de la fac d'Orléans (ci-contre).

Peu de réaction

« Dans nos traditions, quand on vous rend service, vous avez une obligation, explique Ouerdia, étudiante orléanaise, de parents marocains. Je n'ai pas voté pour eux parce que je n'étais pas encore à la fac en 2018, mais, si j'avais reçu des paniers-repas, je l'aurais sans doute fait. » Par courtoisie plus que par militantisme, ce qui ne change rien au résultat du scrutin.

« Je ne prétends pas expliquer le bon score des EMF, prévient Corinne Leveleux-Teixeira, professeure d'histoire du droit, mais

le travail associatif, à mon avis, est une clé. L'université d'Orléans est à l'écart du centre-ville, près du quartier de la Source, d'où viennent beaucoup d'étudiants de culture musulmane. Certains militent dans les associations locales. Ils sont venus en aide à des condisciples en difficulté. Le travail social a payé dans les urnes. Quand j'ai vu le résultat du vote, j'ai halluciné. Et je suis inquiète. Comment les contrer ? Je fais partie du Comité consultatif électoral qui examine les professions de foi avant le scrutin. Celle des EMF était hyperconsensuelle, juridiquement inattaquable ! »

Militant laïque et féministe universaliste, Naëm Bestandji a vu les militants d'EMF à l'œuvre à l'université de Grenoble. « Ils aimeraient bien passer pour l'équivalent des Etudiants juifs de France, mais ils sont complètement différents. Leur but est d'islamiser, méthodiquement, concrètement. Ils commencent par demander des salles de prière dans les facultés. La salle sert à faire pression sur les musulmans qui se dispensent de prier. »

Tout cela sans susciter beaucoup de réactions. A Orléans,

l'Unef se mure dans le silence, probablement par embarras. « Elle a été l'alliée des EMF jusqu'en 2017, pointe Clément Arnato, délégué national de l'UNI, organisation étudiante de droite. Elle croyait les utiliser. On est peut-être à un point de bascule où ils prennent le dessus. Ils sont bons, sur le plan tactique. Ils se disent ouverts à tous sans distinction, mais sur le terrain, ils ciblent les présumés musulmans. » Normal : la participation est si faible aux élections étudiantes qu'un noyau de votants suffit à peser sur le scrutin. « Pour le moment, ils ont sept élus seulement dans les conseils d'administration des facultés à l'échelle nationale, ajoute Clément Arnato. C'est très peu, mais s'ils montent encore ? Les présidents d'université s'interrogent, évidemment. » Contacté, celui d'Orléans n'a pas trouvé le temps de nous répondre. Prochain scrutin, les élections aux conseils de résidence universitaire, du 5 au 8 novembre. Marianne aurait aimé savoir si EMF-Orléans comptait présenter des candidats, mais ses délégués n'ont pas trouvé, eux non plus, le temps de nous répondre. ■

ASSOCIATION MUSULMANE POUR L'ISLAM DE

LA VRAIE-FAUSS

A son tour, Emmanuel Macron veut faire naître une organisation qui lui permettrait de dialoguer avec les musulmans du pays, et de les encadrer, pense-t-il. En coulisses, certains poussent pour que l'Association musulmane pour l'islam de France (Amif) remplisse cet office. Sauf que nombre de ses cadres ont des liens avec les Frères musulmans... **PAR ALAIN LÉAUTHIER**

Se soumettre à l'«*hydre islamiste*» ou impulser un «*islam de France*» pour en éloigner le risque ? Le choix implicite posé par Emmanuel Macron au lendemain de l'attaque terroriste à la préfecture de police de Paris semble couler de source. Sauf que les bonnes intentions apparentes ne font pas toujours les bonnes idées. Celle consistant à vouloir doter la deuxième religion du pays d'institutions supposément représentatives pour dialoguer avec l'État a pour l'instant surtout profité aux islamistes.

Ainsi, comme Jean-Pierre Chevènement avant lui, Nicolas Sarkozy y a-t-il succombé dès 2002 en héritant du ministère de l'Intérieur. À l'époque, pour contourner la Mosquée de Paris et son indéracinable recteur Dalil Boubakeur, proche tout à la fois de l'Algérie et de Jacques Chirac, le futur président pousse à la création d'un Conseil français du culte musulman (CFCM), qui verra le jour en 2003. Parallèlement, avec l'espoir à peine dissimulé de capter une partie de l'électorat arabo-musulman, il adoube alors comme interlocuteur privilégié l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), dont

il n'ignore pourtant pas ce qu'elle est réellement depuis le début des années 80 : l'appendice des Frères musulmans dans l'Hexagone. Mais avec l'UOIF, estime Sarkozy, l'ordre régnera. La suite ne sera que désillusions et échecs. Longtemps tiraillée entre proalgériens et pro-marocains, en 2017, la présidence du CFCM échoue finalement à Ahmet Ogras, un Franco-Turc lié à l'AKP de Recep Erdogan... et aux Frères musulmans. Bien qu'écartée de la présidence tournante, l'UOIF, rebaptisée la même année Musulmans de France, est devenue incontournable. Entre-temps, rien n'a été réglé dans le paysage chaotique du pseudo-«*islam de France*».

Sur ce chantier en déshérence, où l'islam politique et le communautarisme n'ont cessé de prospérer, Emmanuel Macron a donc pareillement manifesté son intention de bâtir, ou rebâtir, un édifice central afin de mieux contrôler le financement des mosquées et de lutter contre la radicalisation. Et, pour ce faire, depuis des mois, un homme a plus particulièrement son oreille, un brillant normalien de 48 ans, Hakim El Karoui, ayant transité lui aussi par la banque Rothschild ou encore le cabinet de Jean-Pierre Raffarin avant de fonder sa propre société de conseil stratégique, Violentia. Jusqu'en 2015,



cet agrégé de géographie ne s'était pourtant guère mêlé des débats entourant la place de l'islam dans le pays, mais, à la suite des attentats du 13 novembre 2015, il publie une tribune dans *le Monde*, se désolant que nous ayons «*laissé le poison de la salafisation des esprits se répandre*». Suivront plusieurs rapports pour l'Institut Montaigne, un think tank libéral, l'un sur l'islam de France en 2016 – déjà – et, plus récemment, en septembre 2018, sur la «*fabrique de l'islamisme*». Avant de passer à l'étape des propositions, Hakim El Karoui a d'abord voulu prendre le pouls d'une communauté qu'il décrit par ailleurs comme «*fantôme*» et n'existant pas vraiment comme telle. Diagnostic plutôt inquiétant :

FRANCE

LA BONNE IDÉE



Pour Hakim El Karoui, avant qu'il ne soit trop tard, il y a donc urgence à « inscrire » les musulmans dans le « roman national », tout en réformant en profondeur leurs structures propres comme la nature de leurs liens avec la puissance publique.

Entorse à la loi de 1905

Dans une vingtaine de pages remises au président en mars 2018, El Karoui dessinait les contours d'un pacte historique entre l'Etat et une Association musulmane pour l'islam de France (Amif), déjà existante, composée et dirigée par des « Français de confession musulmane revendiquant une neutralité par rapport aux différents acteurs ». Contre l'engagement d'accepter les principes républicains, notamment en matière d'égalité femmes-hommes, l'Amif deviendrait une institution pivot, investie de pouvoirs considérables à travers deux associations distinctes. L'une de type 1901 aurait accès à plusieurs sources de financement pour une recette annuelle estimée à plusieurs millions d'euros : une redevance sur la consommation halal, la collecte auprès des agences organisant les pèlerinages et celle des dons versés aux associations gérant les mosquées. L'autre grand chapitre, dit culturel, découle du premier : grâce à cette manne financière, et forte du label officiel accordé par l'Etat, l'Amif aurait un monopole de fait sur la formation et la rémunération des futurs imams. Sauf que nombre des cadres de l'Amif ont en réalité des liens quasi organiques avec l'UOIF, laquelle possède déjà ses instituts de formation aux sciences de l'islam, les IESH de Saint-Denis et Château-Chinon. Recteur de la mosquée de Bordeaux, membre de l'UOIF jusqu'à récemment et

Ludovic Marin / AFP

possible futur président de cette organisation, Tareq Oubrou appelle de ses vœux la création d'un Conseil national des imams, chargé entre autres d'émettre des avis sur tous les aspects de la vie quotidienne des musulmans. Un modèle qui rappelle les conseils théologiques des Frères musulmans, tel le Conseil européen de la fatwa et de la recherche (CEFR), un organisme longtemps présidé par le théologien en chef des Frères, le Qatari Youssef al-Qaradawi, interdit dans plusieurs pays, totalement opposé à la séparation de l'Etat et de la religion, mais favorable à « l'islam du juste milieu » et la « charia de minorité » en Occident. En clair, une étape de transition pour amadouer les non-musulmans. Instance nationale, l'Amif envisage aussi de décentraliser son action dans les départements et d'encourager par exemple les municipalités à réserver des terrains pour la construction de lieux de culte, qui ne seraient pas assez nombreux, en engageant le cas échéant leur garantie pour les emprunts nécessaires. A priori une sacrée entorse à la loi de 1905, tout comme l'idée d'obliger l'Etat à prendre sa part dans l'entretien des églises, synagogues, temples et bien sûr des mosquées. Face à une entreprise qui vise sans le dire une forme de tutelle sur la population arabomusulmane, depuis des mois une quarantaine d'intellectuels, chercheurs et universitaires de tous bords tentent d'alerter l'Elysée. A deux reprises, en février puis en juillet 2019, Zineb El Rhazoui, l'ancienne journaliste de *Charlie Hebdo*, a ainsi fait part de leurs doléances, à Christophe Castaner et à Emmanuel Macron. Dans un tweet, Hakim El Karoui s'est dit, lui, confiant de voir ses projets pour l'Amif aboutir. ■

37 % des personnes interrogées pour l'étude se disent « victimes d'un complot antimusulman », une majorité des 15-25 ans et une grosse minorité des plus de 40 ans marquent des préférences en opposition franche avec le reste de la société (expression religieuse sur les lieux de travail, halal à la cantine, port du voile, etc.). Plutôt que d'y voir éventuellement l'adhésion assumée, politique en somme, à un islam de rupture, le rapport, comme le souligne l'essayiste Barbara Lefebvre, « fait porter à la société française la responsabilité tout entière » de cette radicalisation. Il faudrait y lire une forme de « rébellion » contre les discriminations, les inégalités et la précarité qui en découlerait quasi mécaniquement.

HAKIM EL KAROU a dessiné, dans une note remise au président de la République en mars 2018, les contours d'un pacte historique entre l'Etat et l'Amif. Une organisation réformant le culte musulman, dont le futur président serait Tareq Oubrou, recteur de la mosquée de Bordeaux et membre de l'Union des organisations islamiques de France jusqu'à récemment.